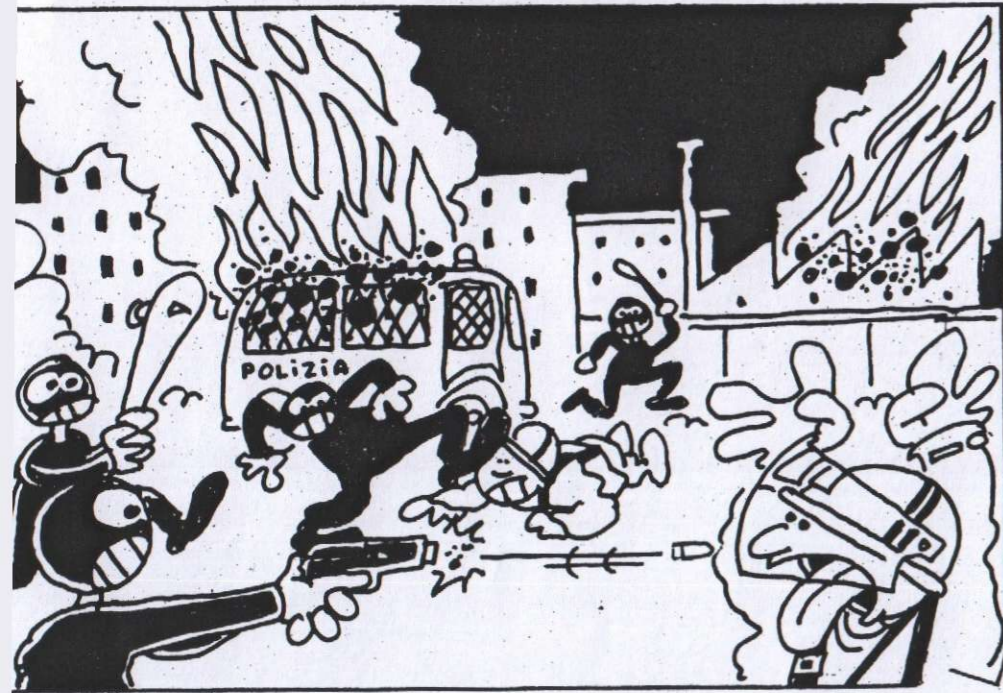


Du « grand soir » aux révolutions moléculaires (suite)

Noir et Rouge n° 10
Och/nou
1588



Le 4 juillet 1988, Radio-Libertaire invitait deux camarades italiens, Gianni, récemment émigré en France, et Fernando, fils d'émigré, à retracer l'histoire du mouvement apparu en Italie autour de la revue *Collegamenti*¹. Voici un résumé de cet entretien.

A l'origine, *Collegamenti* était un bulletin local rassemblant des collectifs d'usines, notamment de grandes usines milanaïses telles que Siemens ou Pirelli. Le groupe qui le publiait avait vécu des expériences anarcho-syndicalistes. Vers 1968-1969, à Milan, des collectifs se référaient aux expériences de l'USI et de l'anarcho-syndicalisme : c'est ce qu'on appelait l'Usibovisa — dont faisait partie Pinelli².

Le premier numéro de la revue est né juste avant le déclenchement du mouvement de 1977. Il avait un contenu très «opéraïste», ou plutôt «usinate», puisqu'on se préoccupait beaucoup des problèmes de production et des luttes s'y rattachant.

Autour du noyau rédactionnel milanais gravitaient des groupes implantés un peu partout en Italie. Certains, comme à Turin, venaient plutôt de la gauche extraparlamentaire; d'autres, qui constituaient la majorité des rédactions locales, de milieux libertaires. La plupart étaient issus d'archinovistes qui avaient créé pas mal de problèmes, en 1973, à la FAI³

et qui l'avaient quittée afin de constituer une nouvelle organisation. Celle-ci devait éclater sur la question de l'action de classe et de syndicat. Une partie, représentant le courant traditionnel du communisme libertaire, a fait de l'entrisme dans les syndicats; une autre a choisi de rester dans les luttes autonomes, à l'écoute des expériences qui se développaient.

Le côté le plus original et le plus intéressant de *Collegamenti* tient au fait que le cycle de luttes des années 70 a été suivi par elle de l'intérieur, directement et en pleine connaissance de cause.

Le premier numéro est sorti en mars 1977, au moment où un mouvement original se mettait en marche, à Rome, à Bologne, etc. Ce mouvement s'était déclenché dans les universités. Après la fac, les jeunes se retrouvaient le plus souvent chômeurs; ils faisaient de petits boulots pour survivre et pouvaient retourner à l'université. Pour eux, il n'y avait pas de rupture entre la période passée à l'intérieur de l'université et celle passée à l'extérieur, puisqu'ils ne pouvaient utiliser leurs diplômes sur le marché du travail. Autour d'eux se sont rassemblés des prolétaires, notamment à Rome.

Ce mouvement a hérité de l'agitation déclenchée depuis 1968 dans les quartiers de Rome, les petites entreprises, les milieux du travail au noir. Il s'est exprimé dans la rue, n'ayant pas de lieu officiel où porter sa contestation, et il s'est trouvé rapidement confronté aux forces de l'ordre.

Le problème de l'autodéfense s'est posé dès le début, lorsqu'un groupe de fascistes a fait une descente à l'université de Rome et a tiré. Un camarade qui diffusait *Collegamenti* a été atteint et est resté paralysé... Cet événement a déclenché une série d'occupations et de manifestations à l'université.

Dans l'Italie en lutte

Il y avait un grand foisonnement d'idées, d'espoirs, de luttes, car c'était une période faste et imaginative. En même temps, la répression était féroce. On a beaucoup parlé de la lutte armée en Italie, mais sans dire qu'un grand nombre de camarades étaient obligés de partir armés aux manifestations... Le fameux P38, c'était de l'autodéfense, pas une stratégie. Les fascistes, la police, tous tiraient.

On a souvent eu tendance à confondre la nécessité d'une autodéfense du mouvement social et de ses acteurs avec la logique des groupes armés. Certains de ces groupes tentaient de couper l'herbe sous le pied du mouvement, parce qu'ils se focalisaient sur l'affrontement avec l'Etat, en tant que « direction du prolétariat » ou que porteurs d'un projet de société. D'autres pensaient simplement qu'il pouvait y avoir des raccourcis par rapport à la lutte sociale. Enfin, il y avait la logique propre aux acteurs du mouvement, qui choisissaient d'assumer toutes les conséquences des luttes, y compris l'autodéfense, sans pour autant se poser le problème d'attaquer l'Etat. Ceux-là considéraient qu'il fallait développer la lutte de classes sur l'ensemble du territoire national et européen, et il n'était pas question pour eux d'en déléguer la responsabilité.

Ces différentes logiques sont apparues de façon évidente après l'enlèvement d'Aldo Moro, quand le mouvement a été criminalisé.

A chaque lutte, le syndicaliste de service arrivait et posait le problème de savoir dans quel camp on était. Et cela rendait pratiquement impossible le développement de logiques autonomes.

Une manif organisée à Milan dans le secteur des petites entreprises a été le dernier souffle d'un mouvement étouffé par l'action de l'Etat, des syndicats, et de tous ceux qui, ayant pris en main les organisations étatiques, ont placé les mouvements révolutionnaires sur la défensive.



Pour comprendre le développement de la lutte armée en Italie, il faut considérer le contexte dans lequel 68 s'est développé : d'un côté, une vague presque ininterrompue de luttes sociales — le Mai rampant — qui ont dégagé des idées nouvelles et les ont portées à la réflexion des milieux militants. D'un autre côté, une psychose du coup d'Etat à partir de 1969, de Piazza Fontana jusqu'à la moitié au moins des années 70.

Durant cette décennie, on a dû se battre non seulement contre le capitalisme, mais aussi pour survivre. Problème partagé d'ailleurs par les communistes. Le Parti a longtemps gardé une double structure et une tradition semi-clandestine — ce qui explique que certains groupes armés aient, dans les milieux communistes, beaucoup de sympathisants.

Ce qu'on appelait l'« autonomie organisée » comptait des foyers à Milan, Padoue, Rome; à côté, il y avait une autonomie désorganisée.

Il existait deux niveaux d'Autonomie. Une autonomie sociale qui s'exprimait indépendamment des syndicats, partis et organisations; et une autonomie qui essayait d'entrer dans le jeu politique, celle des collectifs organisés qui se rapprochait d'une idéologie vaguement partidariaire. La définition courante de l'autonomie comme « organisation unique », telle qu'elle ressort des actes de procès de Padoue, par exemple, c'est de la politique-fiction! Des petits noyaux locaux se bagarraient; parfois, ils arrivaient à faire des choses ensemble, rien de plus.

Le phénomène important, c'était l'autonomie sociale. Elle nous a conduits à dépasser les petites bagarres traditionnelles des milieux libertaires de l'époque.

On a pensé que, s'il y avait une possibilité de reprise pour le mouvement libertaire, c'était par le biais de nouveaux cycles de lutte, à partir de conflits existants, et non tels que l'on aimerait qu'ils soient. Autrement dit, il fallait utiliser nos modèles et nos expériences du passé

en tant que références, et non essayer de reproduire à l'intérieur d'une réalité profondément changée les modèles du passé, ceux des années 20. Il fallait réactualiser les principes de la Première Internationale : l'anti-autoritarisme, la libre fédération, l'autogestion, dans la pratique, de manière à ce que chacun comprenne que cela peut exister...

La répression

Au début des années 70, la répression en Italie a été très violente, mais elle était en fait à la mesure du potentiel de défense du mouvement qui devait croître jusqu'en 1977. A partir de là commence à se développer une logique qui aboutit à la crise du mouvement et au pourrissement de certaines luttes. A cette situation, une majorité de gens répond tout simplement par l'intégration; une minorité assez forte, par la drogue, l'oubli; une autre — assez importante aussi puisqu'on compte plus tard 5 000 à 6 000 prisonniers politiques — essaie de riposter dans une situation qui n'est plus maîtrisable de l'intérieur. La répression de l'Etat est parvenue à atteindre son but : diviser le mouvement, qui n'a plus eu la capacité de répondre.

L'Etat a été soutenu en cela par l'action des groupes armés, qui ont essayé de « mouiller » un maximum de gens avec l'espoir d'être mieux soutenus face à la répression, mais qui n'ont obtenu qu'une désolidarisation de la majorité du mouvement, puis plus tard le phénomène des « repentis ».

C'est à cette période que la répression s'est déchaînée, puisqu'elle n'avait plus personne en face. Des milliers de militants se sont retrouvés emprisonnés pendant des années, en attente de procès.

A cette même époque, un appareil juridique s'est mis en place pour criminaliser tous ceux qui bougeaient. Ce furent des années noires, pendant lesquelles il était très difficile de militer, d'exprimer clairement sa pensée tant par rapport à l'Etat que par rapport aux groupes armés (à un moment, dans

les prisons, les BR se comportaient en petits dictateurs par rapport aux autres prisonniers). Il était difficile de faire une critique ouverte, politique, d'entrer au cœur des questions — d'expliquer, par exemple, pourquoi il était idiot de tirer sur les jambes d'un petit chef alors que les ouvriers pouvaient l'isoler, exercer une forme de violence collective, gérée et assumée par tous, plutôt que par un Robin des bois se donnant pour mission d'agir à la place des autres. C'était une logique infernale...

Il y a entre les années 20 et les années 70 une communauté de luttes : - L'historiographie d'origine communiste impute la défaite du mouvement des années 20 à l'absence de parti révolutionnaire. Dans les années 70, ce parti existait — tout du moins plusieurs candidats étaient prêts à le fonder; mais l'absence de maturité des mouvements face au bouleversement général de la société les en a rendus incapables.

- Il existe aussi des similitudes en ce qui concerne la répression. Elle ne s'est pas exercée contre le mouvement quand il naissait, mais lorsqu'il a décliné...

Aucun petit groupe de jacobins ne peut pallier les défaillances des mouvements sociaux. Il faut assumer le fait qu'il n'y a pas toujours de solution; poser les questions en termes corrects au lieu de se risquer à donner de fausses réponses.

Le PCI...

L'instabilité politique que caractérise l'Italie n'empêche pas sa grande stabilité du point de vue social et des composantes politiques. Même si celles-ci se bagarrent pour accéder au pouvoir, elles restent dans l'ensemble à leur poste de contrôle de la société — y compris le PCI, « ministère de l'Opposition ».

En 1977, c'est le maire communiste qui se fait le défenseur de l'Etat en appelant les tanks à Bologne pour contrôler la rue, face aux enragés qui remettent en cause la légitimité de l'Etat démocratique.

Au moment de l'enlèvement d'Aldo Moro par les BR, c'est le Parti communiste qui constitue le pôle le plus intransigeant, refusant absolument de négocier.

Ce parti est exclu du pouvoir central; mais il participe au pouvoir local et, dans les années 70, il gère les plus grandes régions industrielles du pays, s'appuyant sur un vaste mouvement coopératif devenu aujourd'hui une entreprise possédant un certain nombre de petits actionnaires.

Les syndicats...

En Italie, les syndicats avaient le rôle que l'on retrouve partout dans le

monde — celui de gestionnaire de la force de travail — tout en se situant à mi-chemin entre une fonction de gestion et une capacité d'ouverture aux luttes de base.

Un des gros problèmes rencontrés, pendant la décennie 70, a été l'absence de coordination entre les différents secteurs en lutte. Les précaires, chômeurs et marginaux, en 1977; les luttes de la Fonction publique, en 1978 et 1979, ont détruit l'appareil syndical et l'ont remplacé par un réseau d'assemblées et de collectifs autonomes, en particulier dans les hôpitaux. Ils ont dû affronter non seulement les syndicats, mais toutes les autres forces, du Parti communiste au gouvernement.

Une troisième vague de revendications est survenue avec l'occupation de Fiat en 1980. Là, le syndicat a attendu un mois avant de déclencher une grève générale d'un jour. Or, pour que cette lutte puisse gagner, il fallait élargir l'ampleur de cette grève. Le syndicat s'est contenté de durcir le ton, de soutenir l'occupation de Fiat, d'envoyer Berlinguer faire un discours à Mirafiore, tout en sachant que les ouvriers de Fiat, à Turin, restaient isolés.

Dans les cycles de lutte assez importants qui se sont déroulés au cours de la dernière décennie, le syndicat a pu justifier son existence auprès du patronat en tant que gestionnaire et agent de contrôle des débordements éventuels. Ainsi, en 1983 et 1984, à propos de l'échelle mobile : des conseils d'usine et des comités autonomes ont pris des initiatives pour refuser l'attaque que lui portait le gouvernement. A ce moment-là, quelque chose d'apparemment très beau s'est passé : le syndicat — la CGL — a pris la tête de la lutte et a déclenché une grève générale. Elle s'est traduite par une très belle promenade de printemps à Rome, une très belle kermesse et un très beau discours... ce qui a permis de noyer la lutte qu'avait entamée un réseau nouveau mettant en cause l'existence même du syndicat.

Lorsque le syndicat remarque que des luttes dépassent un certain niveau, qu'elles ne peuvent plus être contrôlées, il lance une initiative générale destinée à casser les initiatives particulières. C'est là qu'on voit sa véritable fonction en Italie, et quel rôle y jouent gauchistes et libertaires, utilisés au bout du compte pour le sale boulot de récupération des milieux constitués en organisations autonomes — comme les COBAS.

... puis les COBAS!

Des Comités de base autonomes se sont créés et ont entamé des luttes. Peu à peu, tous les secteurs d'une

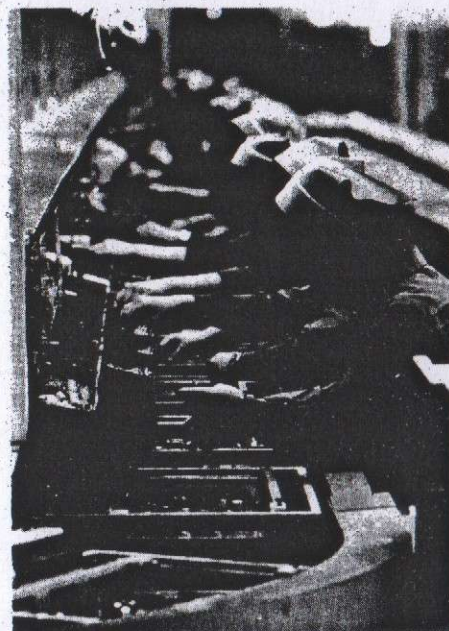
profession ont bougé et se sont mobilisés ensemble. A ce moment, le syndicat, pour rattraper le terrain perdu, a laissé travailler les gauchistes traditionnels qui sont allés voir les COBAS pour leur expliquer que, sans eux, ils n'arriveraient jamais à leurs fins, et qu'il était nécessaire que quelqu'un négocie à leur place... La représentation en Italie est un problème : la loi-cadre sur l'enseignement public donne le monopole de la négociation aux syndicats, véritables appareils d'Etat parmi les travailleurs.

Une fois le contact noué par les gauchistes entre COBAS et syndicat, le syndicat a repris à travers eux l'initiative de la lutte. Ces gauchistes sont traditionnellement implantés dans les syndicats, où ils ont un rôle institutionnel. Ainsi, la CGI est composée d'une majorité communiste, d'une grosse minorité socialiste et d'une petite minorité gauchiste (telle que *Democrazia proletaria* ou ce qu'on appelle aussi *Democrazia conciliare*) et libertaire. On critique souvent, notamment en France, l'attitude «antisindicaliste» assez répandue en Italie; mais il ne suffit pas d'être contre la lutte sociale, il faut aussi être contre l'attitude des syndicats face aux luttes autonomes.

La revue après les luttes

Collegamenti avait commencé à analyser les luttes en utilisant une grille de lecture internationale. (Par exemple, dans la vague de luttes en milieu étudiant qui s'est produite en 1986, on retrouve certains éléments communs en Espagne, en Italie, en France... dans presque tous les pays de l'OCDE et dans plusieurs pays d'Afrique.) On a remarqué que des luttes dans des secteurs assez homogènes pouvaient poser des revendications de salaire sans remettre en cause la stabilité de l'emploi. Je reste sceptique quant à la possibilité, à court terme, de coordonner ces secteurs homogènes dans différents pays. Pour y parvenir, il faudra travailler dans les milieux qui se posent ce problème — en termes non de radicalisation des luttes, mais de leur élargissement et de leur extension sociale.

En 1980, à la fin du cycle de luttes, la rédaction de *Collegamenti* a vécu une crise avec l'effritement des collectifs qui l'avaient conçue et lui avaient donné vie. Elle a continué entre 1982 et 1983 avec des cahiers historiques, a organisé une rencontre sur l'emploi public avec des camarades d'*Autogestione* qui étaient d'un milieu anarcho-sindicaliste, en partie à la FAI. Ensuite, une petite feuille, *Wobbly*, est apparue dans le milieu des travailleurs précaires de Milan. Puis il y a eu une sorte de



changement social dans l'équipe qui réalisait *Collegamenti*. En 1983 s'est organisée une rencontre entre le milieu des jeunes précaires qui produisaient *Wobbly* et une partie de l'ancienne rédaction de *Collegamenti* qui a donné naissance à *Collegamenti-Wobbly*. Ce n'était plus l'expression directe de groupes ouvriers, de collectifs liés aux entreprises, mais plutôt un ensemble de personnes ayant un bagage, une expérience, un point de vue sur la réalité et qui tentaient de remettre en question ensemble leurs analyses.

La seconde série de la revue est nettement plus théorique. Il y a eu des discussions durant deux ou trois ans sur des questions comme les concepts de lutte de classes, de composition de classe... utilisés couramment dans la seconde moitié des années 70. On a vérifié leur actualité en fonction de la persistance du conflit. On a un peu remis en cause l'idée qu'on ne pouvait rien faire dans cette société. On a redonné quelque espoir... Car même en l'absence de mouvements sociaux, il y a une persistance de la conflictualité, un bouillonnement permanent dont on n'arrive pas toujours à saisir les pourquoi et les comment. On arrive parfois à comprendre — en ce qui concerne la vague de luttes des années 70, par exemple — que certaines choses se posent sur le plan international. Les liens directs ne sont pas très évidents, mais on a sous les yeux un processus qui se déroule sans qu'on ait toujours la capacité organisationnelle, politique, de l'influencer.

Propos retranscrits
par Lise et Philippe

1. *Collegamenti* signifie «liens».
2. Anarchiste italien défenestré en 1969 par la police après l'explosion d'une bombe à Piazza Fontana.
3. Fédération anarchiste italienne.